

International

COVID-19 EN AFRIQUE : L'OPINION MALIENNE, LE VIRUS ET LES COLONELS

François Backman

03/06/2021

Alors que le Mali connaît à nouveau des soubresauts politiques, François Backman s'interroge sur les véritables préoccupations de la population malienne et l'absence de réponses des autorités.

Vu d'Europe, le Mali, c'est un récent coup d'État, un journaliste enlevé, des organisations djihadistes et des milices, des affrontements communautaires, la question de savoir s'il faut parler ou non avec les groupes armés, une opération Barkhane dont on discute du bien-fondé jusqu'à plus soif et les éternels débats sur la Françafrique ou le rôle de la Russie.

Petit rappel. Mi-août 2020, le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) – népotisme et corruption à tous les étages – est renversé par un putsch militaire, le quatrième depuis l'indépendance. Ce putsch fait suite à d'intenses manifestations de la rue bamakoise agréant acteurs de la société civile, leaders religieux et mécontents, réunis autour du Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) après trois mois de mobilisation.

Aujourd'hui, le Mali est dirigé, pour neuf mois encore, par un Conseil national de la transition (Transition) présidée par Bah N'Daw, un des anciens ministres de la défense d'IBK par ailleurs ancien colonel. L'un des principaux acteurs du coup d'État, le jeune colonel Assimi Goïta, est vice-président. L'Assemblée nationale dissoute est remplacée par un Conseil national de transition de cent vingt-et-un membres dirigé, là encore, par un colonel. Concernant les gouvernorats régionaux, treize sur vingt-deux reviennent à des militaires. Un gouvernement de transition a été mis en place où les postes les plus stratégiques sont occupés par des colonels... Les « cinq barrettes » sont donc aux manettes. Théoriquement, cette période doit permettre la tenue d'un référendum constitutionnel prévu fin octobre 2021, nécessaire pour appliquer les Accords de paix signés à Alger en 2015, puis l'organisation d'élections municipales et régionales deux mois plus tard et, enfin, d'élections présidentielle et législatives prévues pour février et mars 2022. Vastes chantiers...

Depuis la fin des années 1990, la vie politique malienne s'articule autour d'un jeu à trois. Les militaires d'un côté, les religieux de l'autre (rappelons le rôle de l'imam Dicko dans les protestations anti-IBK) et, enfin, une multitude d'acteurs politiques aux positions à géométrie variable. Aujourd'hui, on se trouverait donc en face d'une recomposition des rapports de force, les militaires semblant avoir l'avantage.

Grande oubliée dans cette configuration, la population malienne. Que pense-t-elle de la situation ? Quelles sont ses priorités ? *Quid* du virus ? Interrogations auxquelles tente de répondre rapidement cette note *via* les très rares études d'opinion disponibles. Que le lecteur se rassure, nous ne l'abreuerons pas de pourcentages et de chiffres. Ces quelques pages reviennent ensuite brièvement sur la question de la « colonisation » du pays.

L'opinion : le quotidien d'abord, la politique loin derrière

Rappelons juste que l'État malien est à genoux. C'est une structure Potemkine, n'ayant d'État que le nom, qui ne contrôle qu'un tiers de son territoire. Les populations sont de plus en plus précarisées, la crise covidienne n'arrangeant rien. Aujourd'hui, une grande partie du pays, notamment le Nord, est en état d'insécurité nutritionnelle et les prévisions pour les mois à venir ne sont guère rassurantes, près d'un tiers des Maliens ayant besoin d'aide alimentaire. Dès lors, les sondages et certaines de leurs questions sur le rôle de l'Union européenne ou de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest dans la Transition peuvent laisser quelque peu songeur...

Pour la majorité des Maliens, l'obsession n'est pas Barkhane, le rôle de la Russie ou l'avenir des institutions, c'est le prix du sac de riz.

Pour près d'un sur deux, et cela n'étonne pas, la lutte contre l'insécurité reste le premier défi auquel est confronté le gouvernement. Juste après la thématique sécurité/insécurité viennent les préoccupations liées à la pauvreté, au chômage, aux problèmes d'alimentation ; on voit bien ici où est l'essentiel pour une grande partie des populations. Plus globalement, quand on regarde ce que signifie « insécurité » pour les interviewés, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas seulement de questions purement sécuritaires mais que ce terme recoupe également des dimensions liées à l'alimentation, à la santé, et dans une moindre mesure au travail et aux revenus. Quant à la réussite de la Transition, elle n'arrive qu'au bas de l'échelle des préoccupations.

Derrière cela, c'est toute la thématique de l'absence de l'État qui affleure. Sans administration sur tout le territoire, sans services basiques (état civil, santé, justice, éducation), sans réelle volonté de lutter contre la corruption, les Maliens restent jusqu'à présent livrés à eux-mêmes. Il leur faut

composer basiquement au jour le jour dans une situation où les principaux services qu'ils sont en droit d'attendre font défaut, voire, dans certaines régions, n'existent plus.

On ne regrette pas le président IBK. Moins d'un tiers des Maliens pensaient en cette rentrée 2020 que *Boua*, le « vieux » comme on l'appelle en bambara, aurait dû rester en place. Les populations des régions les plus touchées par l'insécurité (Tombouctou, Gao, Mopti) semblaient les plus heureuses de son départ. Enième illustration de la faillite d'un leader qui, auprès des chancelleries occidentales, se présentait comme un rempart contre les exactions des groupes armés... Dès lors, il n'est pas étonnant que plus de la moitié d'entre eux aient vu d'un bon œil l'arrivée de militaires au pouvoir à l'été 2020. Le Mali étant par ailleurs l'un des pays africains où la confiance envers le monde politique est au plus bas.

Le 25 septembre 2020, lors de son discours d'investiture, Bah N'Daw, président de la Transition, a eu des mots forts sur l'état du pays : « le Mali est ébranlé, piétiné, humilié. Ebranlé, affaibli, humilié par ses propres enfants, par nous-mêmes, par personne d'autre que nous-mêmes. » Il rassure ensuite sur la tenue d'un calendrier électoral et sur le maintien des engagements internationaux du pays, puis réaffirme sa volonté de lutter contre le terrorisme et s'en prend à la corruption.

À cette époque, les trois quarts des Maliens se disaient satisfaits de sa nomination et les deux tiers de la composition d'un gouvernement resserré de vingt-cinq membres. Et six sur dix avaient confiance en la Transition pour ramener le pays sur la voie de la bonne gouvernance. Les attentes en cette rentrée 2020 restaient donc fortes et suscitaient un certain espoir. Vu la situation, on attendait le pouvoir avant tout sur les sujets du quotidien et pas nécessairement sur des questions d'agenda électoral...

Même si l'on ne peut résoudre les problèmes du pays en quelques semaines, force est d'admettre qu'aujourd'hui la déception ne peut être que manifeste.

Virus et vaccins : *wait and see* ?

À l'instar des personnels de santé, l'opinion est critique sur la gestion de l'épidémie par la Transition. En mars dernier, plus de neuf interviewés sur dix avaient l'impression d'être laissés à eux-mêmes, sans grand soutien de la part des pouvoirs publics et des autorités de santé. Moins de la moitié fait d'ailleurs confiance aux pouvoirs en place pour maîtriser l'épidémie. La campagne de vaccination lancée le 31 mars dernier ne semble guère attirer les foules, même ceux qui sont en première ligne. Ainsi sur 21 000 personnels médicaux, moins de 700 étaient vaccinés début avril 2021.

Les autorités insistent toujours sur les mesures barrières. Mesures dont on sait qu'elles ne peuvent être respectées au Mali comme ailleurs. Si l'on prend l'exemple du lavage des mains, dans un pays où seuls dix pour cent de la population ont accès à un robinet dans leur foyer – la principale source d'alimentation en eau reste la borne fontaine, le robinet public ou le puits –, se laver les mains ne se pose pas dans les mêmes termes que dans les « vieux » pays occidentaux.

S'agissant des masques, une proportion non négligeable de personnes ne le porte que lorsqu'elles y sont obligées. Si le « cache-nez » ou la « bavette » sont plus ou moins portés dans certains quartiers des capitales africaines, dès que l'on en sort pour se rendre dans des agglomérations plus petites ou « au village », quasiment personne ne l'utilise, même lors de grands rassemblements. Le masque peut parfois être perçu comme une réelle contrainte voire comme un risque. Il obéit à des logiques non sanitaires que ce soit au Mali ou ailleurs. Ainsi en Guinée limitrophe, où son port a été rendu obligatoire mi-avril 2020 sous peine de contravention, certains policiers s'en sont donné à cœur joie pour racketter la population en modulant l'amende. Dans la ville de Coyah, en mai 2020, des émeutes ont eu lieu contre les contrôles abusifs des forces de l'ordre pour non-port du masque. Bilan : six morts.

Pour en revenir au Mali, vu le manque de masques et autres équipements, en l'absence de stocks de vaccins suffisant liée aux lenteurs du programme Covax, vu le peu de communication gouvernementale sur la question et les rumeurs courant sur la vaccination, la fameuse immunité collective liée à la politique vaccinale de masse, chère aux médecins occidentaux, reste une chimère.

Focus : le point de vue des jeunes urbains

Un récent travail, dont les résultats ont été publiés sur *Maliactu*, l'un des grands sites d'information du pays, s'intéresse quant à lui à un échantillon non représentatif de la population : les jeunes urbains, diplômés, actifs sur les réseaux sociaux. L'étude faite avec les moyens du bord n'est pourtant pas inintéressante. Elle porte sur un peu plus de 350 personnes interrogées *via* Facebook entre fin mars et début avril 2021. Certes, plus de neuf répondants sur dix sont des hommes, près de neuf sur dix ont un niveau d'étude post-baccalauréat contre moins de cinq pour cent de la population, plus de huit sur dix sont urbains contre moins d'un quart pour l'ensemble du pays.

Dans un contexte où la moitié de cet échantillon se dit insatisfaite de l'action des autorités de la Transition, la lutte contre la corruption est au premier rang des défis à venir, suivie par des problématiques sécuritaires et liées au coût de la vie. Les questions institutionnelles (préparer la

prochaine élection présidentielle ou mettre en place une nouvelle constitution) ne semblent guère passionner une cible pourtant supposée informée et attentive aux évolutions du pays. On retrouve ici au Mali comme ailleurs le décalage entre des discours politiques ou d'observateurs internationaux et la réalité des préoccupations. Préoccupations qui, on l'a vu, sont encore plus basiques dans la population générale.

Concernant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) et l'action de Barkhane, près de quatre interviewés sur dix ne la trouvent ni justifiée pour la première, ni nécessaire pour la seconde, une tendance lourde de l'opinion malienne. Une même proportion se dit d'accord pour faire appel à l'armée russe pour ramener la paix dans le pays. On est en mode « un clou chasse l'autre ».

Sans revenir sur les rapports entretenus entre l'Union soviétique et le Mali au siècle dernier, la thématique « russe » est intéressante. On voit depuis quelques années à Bamako diverses manifestations, peu suivies, demandant le retrait de Barkhane et l'arrivée de l'armée russe. Lors du putsch d'août dernier, diverses *fake news* concernant la présence russe aux côtés des militaires maliens couraient d'ailleurs sur les réseaux sociaux.

Récemment, en 2019, la Russie a signé avec le Mali un accord de coopération militaire comme avec d'autres pays du G5 Sahel. L'ambassadeur Igor Gromyko (le petit fils d'Andreï, le célèbre ministre soviétique des Affaires étrangères) est d'ailleurs le premier diplomate que rencontrent les putschistes. Fin décembre 2020, il est reçu par Bah N'Daw et en profite pour vanter le savoir-faire russe en matière d'action anti-terroriste, ce qui peut laisser pensif vu les ratés de Moscou dans certains pays africains. Opportunisme de la stratégie poutinienne en Afrique... Même chose d'ailleurs pour la Turquie dont le ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, s'est rendu début septembre dernier à Bamako pour également rencontrer et assurer la Transition que le pays d'Erdogan sera toujours aux côtés du « peuple frère » malien dans la lutte contre le terrorisme. Côté français, on n'est pas en reste, Jean-Yves Le Drian se rendant au Mali fin octobre 2020 et Bah N'Daw étant reçu à l'Élysée le 27 janvier 2021.

Derrière Barkhane, la Minusma ou la Russie, la France ou la Turquie, derrière les opinions affichées « anti-françaises » ou « pro-russes » par une partie de la jeunesse ou par des influenceurs sur les réseaux sociaux, c'est toute la question des Forces armées maliennes qui est posée. Et les manifestations de rue, les quelques drapeaux français brûlés, les propos outranciers, voire pour certains délirants, courant sur Internet, n'y changeront rien.

Vers une « colonelisation » du pays ? Trois questions

On l'a dit, le putsch a été rendu possible par l'intense mobilisation du Mouvement du 5 juin (M5). Si la Transition à ses débuts a pu susciter l'espoir, notamment parmi la jeunesse bamakoise, aujourd'hui qu'en est-il, à un moment où les colonels et autres officiers supérieurs trustent la plupart des leviers ? Il est certes assez logique qu'un nouveau pouvoir place ses hommes, mais par-delà les tenues camouflées, qu'est-ce qui a changé par rapport à la période IBK ? Survolons rapidement trois points : la situation sécuritaire et les Forces armées maliennes (Famas), le climat socio-politique et la question électorale.

Bah N'Daw, dans son discours du 20 janvier 2021 à l'occasion de la fête de l'Armée, évoquait notamment la corruption – encore et toujours – qui affaiblit les Famas. En effet, le régime IBK et nombre de hauts gradés de l'époque s'étaient fait une spécialité en matière de détournement des montants alloués à l'armée, tant et si bien que l'on voyait de jeunes militaires partir en opération, le ventre vide et sans équipements. Si la guerre est un business pour certains groupes armés, elle l'est aussi pour certains militaires. Dès lors, la réorganisation de l'Armée malienne, tant au niveau opérationnel que sur des plans plus logistiques (système de paiement des soldes, bancarisation des soldats, transparence du fonctionnement, etc.) reste une priorité et, sur ce point, les choses ne semblent guère progresser. Josep Borrell, le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, venu rencontrer les autorités de la Transition début mai 2021, le note, même si c'est en termes très diplomatiques. L'Union européenne a par ailleurs gelé certains crédits au vu du peu d'avancées sur ces thèmes. On retrouve là la question de l'action des Famas et celui des partenariats internationaux ainsi que, pour ces derniers, de leur adaptation au contexte malien. Si l'on prend juste le cas de l'EUTM (European Union Training Mission) qui a formé environ cinq mille militaires, soit près d'un quart des effectifs, ce dispositif a montré ses limites. Si IBK n'avait guère de réelle stratégie militaire, le nouveau pouvoir en a-t-il une et en a-t-il les moyens ? Questions qui peuvent se poser et que pose d'ailleurs le dernier rapport du groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Mali.

Derrière cela, c'est de la mise en place d'un État digne de ce nom dont il s'agit. Comme le note un observateur, « une armée efficace ne peut être maintenue en l'absence d'autres structures étatiques efficaces ». Une évidence qui, semble-t-il, est loin d'en être une aujourd'hui. Sauf erreur, on n'a pas vu jusqu'à présent de mesures réellement fortes ou même symboliques allant en ce sens.

Au niveau socio-politique, deuxième point, le M5 reste extrêmement critique et dénonce le manque d'inclusivité de la Transition. Les colonels ont-ils confisqué cette dernière au détriment des attentes populaires que sont censés représenter les leaders du M5 ? Ont-ils réussi à casser sa

dynamique en ramenant dans leur giron une partie de ceux qui ont fait tomber IBK en les cooptant, vieille ficelle de la politique malienne ? Choguel Maïga, le président de son Comité stratégique, répond par l'affirmative : « On ne fait pas tomber un régime pour appliquer les mêmes formules par la suite », déclare-t-il.

Ainsi le M5 demande la « rectification du processus de transition afin de créer les conditions d'une refondation totale du Mali » et la démission du gouvernement. En ce début mai 2021, il réaffirme le besoin de lutter contre la corruption, de commencer à réformer le fonctionnement de l'État, de revoir les Accords d'Alger, tout en demandant une clarification concernant la tenue des futures élections. Bref, si l'on suit ce raisonnement, on a là l'impression d'un retour à la case départ. « Ils [les colonels] font du IBK sans IBK », surenchérit Ibrahim Ikassa Maïga, coordonnateur du M5. Par-delà la question des enjeux de pouvoirs entre civils et militaires, les semaines à venir peuvent s'avérer décisives. Bah N'Daw, dans son message pour l'Aïd El Fitr, semble d'ailleurs jouer l'apaisement. Finalement, le 14 mai 2021, le gouvernement démissionne. Le Premier ministre Moctar Ouane est reconduit et chargé de former une coalition plus « inclusive ». Serait-ce là un nouveau souffle pour la Transition ? L'arrestation par les militaires, le 24 mai, du président Bah N'Daw et du Premier ministre Moctar Ouane, juste après la formation du nouveau gouvernement, ne présage rien de bon. Nouveau coup d'État... Lassitude !

Concernant les élections, dernier point, l'incertitude pèse quant à leur tenue et à leur transparence dans les délais impartis, même si le pouvoir promet qu'elles se tiendront aux dates prévues. Du côté des acteurs politiques habituels, partis et autres leaders souvent ex-*Yes Men* d'IBK, on s'agite plus ou moins ouvertement en pensant aux prochaines élections présidentielle et législatives. Il est assez intéressant, ou pathétique, c'est selon, de voir ces acteurs totalement « carbonisés » (il n'y a pas d'autres mots) essayer de remonter sur scène *via* les coulisses, et de tracer des « plans sur la comète ». Le tout à grand coup de déclarations lénifiantes en aucun cas au niveau des défis que doit affronter le Mali. À côté de ces dinosaures, on sent ici et là quelques nouveaux acteurs essayer de jouer leur carte, souhaitant créer un embryon de dynamique de manière plus ou moins affichée. Pas sûr que cela passionne l'écrasante majorité de la population qui vit au jour le jour et pour qui les futures élections sont bien loin...

Pour résumer, aujourd'hui, les Famas n'enregistrent guère de « victoires », Barkhane continue de « barkhaner » et la Minusma de « minusmer », le microcosme politique de s'agiter, les États de la sous-région de s'inquiéter et la communauté internationale, plus ou moins dans l'expectative, de sermonner voire de sanctionner. Les Maliens, eux, continuent de souffrir.

On a l'impression quelque peu désagréable de retrouver les mêmes travers que sous le régime

précédent : arrangement en coulisses entre les militaires, les religieux et les *big men*, obsession pour les questions politiciennes, bunkerisation du Sud du pays, grandes déclarations intempestives et négligence envers les attentes basiques des populations. Rien n'aurait-il vraiment changé au Mali ? Puissent ces quelques pages se tromper. Une chose est sûre cependant, ce n'est pas seulement avec des bérets et des treillis que l'on reconstruit un pays.

Merci à Guy-Arnaud Behiri, « spécimen rare », Alexandre Konan Dally et aux Maliens anonymes pour avoir relu ces pages.